

30 MARS : JOURNEE D'ACTION POUR L'EDUCATION

Postes, Lycées, Fonction Publique,...
Mettons un coup d'arrêt à l'engrenage des réformes !



LE GOUVERNEMENT ORGANISE

- Les suppressions de postes
- La restriction de l'offre de formation et des dispositifs d'accompagnement des élèves par la disparition d'options, de groupes et de dédoublements
- L'orientation précoce des élèves contraints de faire des choix déterminants dès la 2nde
- Un renforcement des inégalités sociales et territoriales

NOUS DEMANDONS

- **Un projet éducatif ambitieux pour le 2nd degré**, débouchant sur un diplôme national
- **Des effectifs par classe limités** à 25 en Seconde et 30 dans le cycle terminal avec des dédoublements dans toutes les disciplines, inscrits dans les horaires nationaux
- **La reconnaissance des spécificités territoriales** (ruralité, zones socialement défavorisées...) par l'allocation de moyens supplémentaires



LE GOUVERNEMENT VEUT

- Faire taire tout mécontentement en remettant en cause la liberté d'expression des enseignants au nom de leur « exemplarité »
- Créer une école à deux vitesses par la mise en place d'établissements publics locaux d'enseignement international (sur le modèle de l'Ecole Européenne de Strasbourg) d'une part et d'établissements publics locaux d'enseignement des savoirs fondamentaux d'autre part
- Recourir aux AED pour assurer des remplacements en interne

NOUS DEMANDONS

- La **reconnaissance de la plénitude des droits** du citoyen **pour les enseignants** conformément à la loi du 13 juillet 1983
- **une vraie mixité sociale et scolaire**, condition nécessaire à la réussite de tous les élèves et à l'apprentissage de la vie en société ;
- **Des recrutements à la hauteur des besoins** et de l'augmentation des effectifs dans le 2nd degré et une formation initiale et continue de qualité



LE GOUVERNEMENT ENTEND

- Isoler les personnels face à l'administration en privant les organisations syndicales de leurs moyens de contrôle en matière de mutation, d'avancement, de promotion, et de conditions de travail (remise en cause des CAP et des CHSCT)
- Développer la précarité et la concurrence entre les personnels par le recours accru au contrat.

NOUS DEMANDONS

- **Le maintien des garanties statutaires**, seules à même de garantir l'égalité de traitement des personnels et un égal accès des usagers au service public
- **La revalorisation des salaires, l'abrogation de la journée de carence** pour rendre à nos métiers leur attractivité et enrayer la perte de pouvoir d'achat des agents



POUR NOUS, POUR NOS ELEVES, POUR LE SERVICE PUBLIC



A Strasbourg : Pique-nique festif et revendicatif à 12h devant le Lycée Jean Monnet puis RDV à 14h, place Kléber



A Mulhouse : Pique-nique revendicatif à 11h30 place des Victoires

A Sarre Union : Rassemblement à 14h place de la République